



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

opération Barkhane

Question au Gouvernement n° 2462

Texte de la question

OPÉRATION BARKHANE

M. le président. La parole est à Mme Françoise Dumas.

Mme Françoise Dumas. Madame la ministre des armées, je veux tout d'abord m'associer, au nom de tous mes collègues gardois, à l'hommage rendu aux trois secouristes de la sécurité civile ; ce drame touche une fois encore la base de sécurité nîmoise.

Hier, dans la cour d'honneur des Invalides, le Président de la République a, au nom de la nation, rendu un vibrant hommage aux treize soldats tombés au combat. Cette cérémonie fut particulièrement juste et émouvante. Nos pensées accompagnent leurs proches et leurs frères d'armes, qui poursuivent leurs missions. Conservons aussi à l'esprit le lourd tribut payé par les soldats des États d'Afrique, en particulier par ceux du Mali.

Au Sahel, la France lutte directement contre le terrorisme et aide les États du G5 Sahel à reprendre le contrôle de leurs territoires, afin d'empêcher que ne se crée, aux portes de l'Europe, un sanctuaire pour des groupes tels que Daech.

Se tient en ce moment à Londres le sommet de l'OTAN, à l'occasion des soixante-dix ans de l'organisation. Ce sommet devrait être l'occasion d'apporter des premiers éléments de réponse aux interrogations politiques et stratégiques qui ont été posées par le Président de la République. Il sera peut-être aussi l'occasion pour les alliés de la France de montrer leur soutien à l'action conduite au Sahel.

La France n'est pas seule. L'ONU a envoyé près de 15 000 hommes dans le cadre de la MINUSMA, la mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali, dont près de 8 000 hommes fournis par les pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, la CEDEAO, et 400 Allemands. Nous pouvons aussi compter sur le renfort d'une centaine de Britanniques, d'une cinquantaine d'Estoniens, et de Danois. Si toutes ces contributions sont indispensables, nous pensons qu'il est possible de faire encore mieux, et que d'autres nations pourraient participer plus activement aux combats que nous menons dans l'intérêt de tous.

Dans le cadre du dialogue franc et direct engagé par le Président de la République avec les alliés de la France, une solidarité européenne plus importante est envisagée. Pourriez-vous, madame la ministre, apporter des précisions quant aux renforts dont pourront disposer nos soldats sur le terrain ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.)*

M. le président. La parole est à Mme la secrétaire d'État auprès de la ministre des armées.

Mme Geneviève Darrieussecq, *secrétaire d'État auprès de la ministre des armées*. Madame la présidente de la commission de la défense nationale et des forces armées, je vous prie d'excuser Florence Parly, qui est partie à Londres pour le sommet de l'OTAN.

Vous l'avez dit : la France a rendu hier hommage à treize de ses soldats morts pour elle. Leur sacrifice nous oblige. Il nous oblige à poursuivre le combat contre les groupes terroristes au Sahel, afin d'aider ces pays à retrouver la paix et la stabilité auxquelles les populations aspirent et pour éviter que ces territoires ne deviennent un sanctuaire de djihadistes aux portes de l'Europe.

Il nous oblige également à mobiliser un maximum de soutiens, notamment ceux qui sont, comme nous, concernés par la menace terroriste. Nous ne sommes pas seuls au Sahel. Nous bénéficions d'un important appui américain en matière de transport et de renseignement. Nous pouvons compter sur les autres pays européens, qui ont conscience de la nécessité de protéger des djihadistes notre continent et sa population : l'opération Barkhane est ainsi renforcée par des fantassins estoniens, des avions de transport espagnols, trois hélicoptères Chinook britanniques et bientôt deux hélicoptères danois.

En comptant les autres missions internationales déployées dans la région du Sahel, ce sont au total vingt-trois pays européens qui agissent au Mali. En outre, nous travaillons au déploiement d'un groupe de forces spéciales européennes, la task force Takouba. Sa constitution, sur laquelle portent nos efforts dans un premier temps, est bien engagée : la République tchèque, l'Estonie ont d'ores et déjà annoncé qu'elles y participeraient.

Le combat que nous menons est long et difficile ; nous savons que nous aurons besoin de soutiens encore plus nombreux. Le sommet de l'OTAN sera l'occasion d'inviter nos partenaires européens à nous soutenir davantage sur le terrain. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.)*

Données clés

Auteur : [Mme Françoise Dumas](#)

Circonscription : Gard (1^{re} circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2462

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Armées (Mme la SE auprès de la ministre)

Ministère attributaire : Armées (Mme la SE auprès de la ministre)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [4 décembre 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [4 décembre 2019](#)